



Arrêt

**n° 281 228 du 1^{er} décembre 2022
dans l'affaire X / I**

En cause : X

**ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN**

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 août 2022 par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 25 juillet 2022.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 29 août 2022 avec la référence X.

Vu le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 12 octobre 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 21 octobre 2022.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Faits.

1. Le 24 janvier 2021, le requérant introduit une demande de carte de séjour sur la base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, en qualité d'autre membre de la famille à charge d'une ressortissante française établie en Belgique.

2. Le 25 juillet 2022, la partie défenderesse prend à l'encontre du requérant une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

3. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Le 24.01.2022, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [A.N.], de nationalité française, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille 'à charge ou faisant partie du ménage' telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

En effet, l'intéressé n'a pas démontré qu'il était à charge du membre de famille rejoint dans son pays d'origine ou de provenance pour les raisons suivantes :

Il n'a pas établi qu'il était demuni ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels. Aucun document n'a été produit à cet effet. Quant aux attestations du revenu délivrées par la Direction Générale des Impôts de la Province de Nador établissant que l'intéressé n'a pas souscrit de déclarations du revenu auprès de la direction générale des impôts pour les années 2014, 2015, 2016 et 2017 ne permettent pas d'établir qu'aucun revenu n'a été perçu après 2017.

Il n'a pas établi que le soutien matériel ou financier de la personne qui lui ouvre le droit au séjour lui était nécessaire et n'a donc pas prouvé de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint.

À cet égard, les envois d'argent - en 2015 et 2016 - ne permettent pas de déterminer que l'intéressé était à charge de la personne ouvrant le droit au séjour dans le pays de provenance des lors que ces envois sont beaucoup trop anciens par rapport à la demande introduite en 2022.

Quant au certificat de scolarité de l'intéressé datant de 2021/2022 ; celui-ci ne peut pas être pris en compte étant donné que l'intéressé était déjà présent sur le territoire belge. En sus, l'attestation de prise en charge signée par la sœur de l'intéressé ou encore l'attestation d'hébergement n'ont qu'une simple valeur déclarative et ne peuvent être pris en compte à défaut d'autres documents probants.

L'intéressé a également produit des récépissés de virements effectués respectivement en septembre, octobre, novembre et décembre 2021. Toutefois, ces virements ne peuvent être pris en considération des lors qu'ils sont insuffisants : quatre virements effectués sur toute l'année 2021 ne prouvent pas à suffisance le caractère charge tel qu'exige par l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980.

Par ailleurs, la personne concernée n'a pas établi que la personne qui lui ouvre le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante. En effet, celle-ci dispose actuellement d'un revenu d'environ 1.000 euros, ce montant reste insuffisant des lors que la personne ouvrant le droit au séjour doit disposer d'un revenu de 2.251,55 euros (1.115,67 € pour la personne qui ouvre droit + 392,10 € par personne à charge majeure reprise dans sa composition de famille en Belgique ; soit son mari + 743,78 € par autre membre de famille).

Dès lors et au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Des lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 24.01.2022 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière. »

II. Objet du recours.

4. Le requérant demande au Conseil de suspendre et d'annuler la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire.

III. Premier moyen.

III. 1. Thèse du requérant.

5. Le requérant prend un premier moyen de la violation de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la décision en question ayant été prise tardivement.

Il expose que : « Verzoeker diende zoals gezegd op 24.01.2022 bij de diensten van verwerende partij een aanvraag in tot gezinshereniging in functie van zijn zus. Dit betreft een aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie, namelijk de zus van verzoeker, van Franse nationaliteit en die op legale wijze in België verblijft. De aanvraag gebeurde bijgevolg op grond van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet ('andere familieleden'), in functie van deze referentiepersoon. Verzoeker werd vervolgens door de diensten van verwerende partij in het bezit gesteld van een bijlage 19ter, hij werd ingeschreven in het rijksregister op zijn adres te Moeskroen en verkreeg een oranje kaart. [...] De aanvraag tot gezinshereniging gebeurde op 24.01.2022. Verzoeker verkreeg op die datum zijn bijlage 19ter (stuk 2), waarop zelf staat te lezen: "Conformément à l'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande sera examinée par le Ministre ou son délégué. L'intéressé sera convoqué(e) dans les six mois, à savoir le 23 juillet 2022, à l'administration communale en vue de se voir notifier la décision relative à la présente demande. " Vrij vertaald wil dit zeggen: "Overeenkomstig artikel 52 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zal de aanvraag onderzocht worden door de Minister of zijn gemachtigde. De betrokkene zal binnen de zes maanden, namelijk op 23.07.2022, uitgenodigd worden om zich bij het gemeentebestuur aan te bieden, zodat de beslissing inzake deze aanvraag aan hem kan worden betekend." Verwerende partij had de beslissing aldus moeten nemen ten laatste op 23.07.2022, en dus binnen de zes maanden, bij gebreke waaraan de verblijfsaanvraag diende te worden goedgekeurd. De bestreden beslissing werd pas genomen op 25.07.2022, en dus 2 dagen te laat. Verwerende partij had een F-kaart moeten afleveren aan verzoeker overeenkomstig artikel 52, §4, tweede lid KB, daar er geen enkele beslissing werd genomen binnen de termijn van zes maanden zoals bepaald in voornoemd artikel en in artikel 42, §1, eerste lid Vreemdelingenwet. Bovendien voldoet verzoeker aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet (zie infra). Voor zover verwerende partij, dan wel Uw Raad zou verwijzen naar het Unierecht en het arrest Diallo, wenst verzoeker het hierna volgende aan te halen. In dit arrest Diallo veroordeelde het Hof van Justitie de ambtshalve afgifte van een verblijfskaart wanneer er geen beslissing is genomen binnen de zes maanden als een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn. Verzoeker wenst vooreerst te wijzen op de volgende rechtspraak, waaruit duidelijk blijkt dat de Belgische overheid zich niet mag beroepen op de eigen fout (i.e. de eigen foutieve omzetting). In een vonnis van 29 januari 2019 oordeelde de Rechtbank van Eerste Aanleg te Dendermonde (Rb. Dendermonde 29 januari 2019, rolnummer 19/25/A) het volgende [...]. Een lidstaat kan zich dus NOOIT beroepen op de eigen fout om alsnog subjectieve rechten aan burgers te gaan ontzeggen. Het bestuur dient immers de algemene regelen die het zelf het vastgesteld te eerbiedigen. Bovendien is het zo dat - wanneer de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen de Belgische verblijfswetgeving buiten toepassing zou laten en zich zou baseren op artikel 10 van de Burgerschapsrichtlijn zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie in het arrest Diallo - er verticale directe werking wordt gegeven aan de Burgerschapsrichtlijn. Dat is evenwel zélf in strijd met de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie, zoals hieronder zal blijken. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zou daarmee de voornoemde bepalingen uit de Vreemdelingenwet en het Vreemdelingenbesluit opzij schuiven en directe werking geven aan artikel 10 Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde zonder dat dit artikel (correct) omgezet werd in de Belgische verblijfswetgeving, waarna het vervolgens wordt tegengeworpen aan particulieren. Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie kan een EU-richtlijn, bij laattijdige of foutieve omzetten van de richtlijn door een lidstaat, uit zichzelf nooit verplichtingen opleggen aan een particulier. Bepalingen van een richtlijn kunnen dus niet rechtstreeks tegen een particulier ingeroepen worden voor of door de nationale rechter (HvJ 10 oktober 2017, Farell, C-413/15; HvJ 27 februari 2014, OSA, C-351/12; HvJ 5 oktober 2004, Pfeiffer e.a., C-397/01 tot C-403/01; HvJ 14 juli 1994, Faccini Dori, C-91/92; HvJ 7 maart 1996, El Corte Inglés, C--192/94; HvJ 8 oktober 1987, Kolpinghuis Nijmegen, 80/86). In recente rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wordt niettemin gesteld dat het Hof van Justitie, in het arrest Diallo, de ambtshalve afgifte van een verblijfskaart, wanneer er geen beslissing is genomen binnen de zes maanden, veroordeelt als een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn. In deze rechtspraak, moet er volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen dus niet langer ambtshalve een F-kaart afgeleverd worden aan familie van een Unieburger wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing neemt of geen kennisgeving doet van die beslissing binnen 6 maanden na de aanvraag tot gezinshereniging. De Raad laat hiermee de Belgische verblijfswetgeving dus buiten toepassing en baseert zich rechtstreeks op artikel 10 Burgerschapsrichtlijn, zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie in het arrest Diallo. Op deze manier wordt er dus verticale werking gegeven aan de Burgerschapsrichtlijn. Zo stelt de Raad, in verschillende recente arresten (RvV 10 oktober 2018, arrest nr. 210.732; RvV 13 december 2018, arrest nr. 213.977; RvV 8 januari 2019, arrest nr. 214.835; RvV 24 januari 2019, arrest nr. 215.688) dat artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen enkele beslissing neemt binnen de 6 maanden na de aanvraag tot gezinshereniging, niet meer toegepast kan worden. Volgens de Raad is dat een gevolg van voornoemd Diallo-arrest van het Hof van Justitie (HvJ 27 juni 2018, Diallo, C-246/17). In dit Diallo-arrest stelde

het Hof van Justitie dat de Belgische regeling, waarbij automatisch een verblijfskaart wordt afgegeven aan een familielid van een Unieburger bij het verstrijken van de termijn van 6 maanden, haaks staat op de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Een dergelijke regeling, zo wordt geoordeeld, maakt het mogelijk dat een verblijfskaart afgegeven wordt aan iemand die niet voldoet aan de voorwaarden. Volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is het artikel 52, §4, tweede lid KB vervolgens onverzoenbaar met dit Diallo-arrest en is het bijgevolg onmogelijk om dit artikel richtlijnconform uit te leggen. Bijgevolg wordt deze Belgische wetsbepaling buiten toepassing gelaten. Dergelijke zienwijze is evenwel in strijd met de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie. Wanneer Uw raad bijgevolg bovengenoemd standpunt, namelijk om artikel 52, §4, tweede lid ter zijde te schuiven, opnieuw zou volgen, zou dit betekenen dat er directe werking wordt gegeven aan artikel 10 Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde zonder dat dit artikel (correct) omgezet werd in de Belgische verblijfswetgeving, waarna het vervolgens wordt tegengeworpen aan particulieren (i.e. neerwaartse verticale directe werking). Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie kan een EU-richtlijn, bij laattijdige of foutieve omzetting van de richtlijn door een lidstaat, uit zichzelf nooit verplichtingen opleggen aan een particulier. Bepalingen van een richtlijn kunnen dus niet rechtstreeks tegen een particulier ingeroepen worden voor of door de nationale rechter (HvJ 10 oktober 2017, Farell, C-413/15; HvJ 27 februari 2014, OSA, C-351/12; HvJ 5 oktober 2004, Pfeiffer e.a., C-397/01 tot C-403/01; HvJ 14 juli 1994, Faccini Dori, C-91/92; HvJ 7 maart 1996, El Corte Inglés, C-192/94; HvJ 8 oktober 1987, Kolpinghuis Nijmegen, 80/86). Het Hof baseert zijn rechtspraak op : artikel 288 VWEU, hetwelk een dwingend karakter toekent aan richtlijnen, maar alleen aan 'elke lidstaat waarvoor zij bestemd is' en dus niet aan particulieren. Indien richtlijnen directe werking zouden hebben ten aanzien van particulieren, zou dit betekenen dat de Unie de bevoegdheid heeft om met onmiddellijke ingang aan particulieren verplichtingen op te leggen, wat zij alleen kan in het kader van haar bevoegdheid om verordeningen vast te stellen (HvJ 14 juli 1994, Faccini Dori, C-91/92) ; het principe dat een lidstaat geen voordeel kan halen uit zijn eigen miskenning van het Unierecht. Dit is een toepassing van het bovengenoemde adagium "nemo auditur turpitudinem suam allegans" of "niemand kan gehoord worden door de rechter wanneer hij zich beroept op zijn eigen ongeoorloofde bedoelingen". In andere rechtspraak oordeelde de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde recent dat er geen sprake is van een foutieve omzetting van de Burgerschapsrichtlijn in de Belgische rechtsorde, zodat er ook geen sprake kan zijn van een verticale directe werking (RvV 27 augustus 2019, arrest nr. 225.296). Er wordt daarin gesteld dat alleen artikel 42, §1 Vreemdelingenwet de omzetting vormt van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en dat er niet blijkt dat artikel 42, §1 Vreemdelingenwet artikel 10 Burgerschapsrichtlijn foutief heeft omgezet. Artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in de ambtshalve afgifte van een F-kaart na 6 maanden, vormt in deze rechtspraak volgens de Raad géén omzetting van de Burgerschapsrichtlijn. Volgens het Hof van Justitie bepaalt artikel 10 Burgerschapsrichtlijn. wordt juist overgelaten aan de vrijheid van de lidstaten, voor zover de nationale bepalingen niet indruisen tegen het doel van het Unierecht. In het Diallo-arrest heeft het Hof van Justitie evenwel vastgesteld dat de Belgische wetgeving wel indruist tegen de doelstellingen van de Burgerschapsrichtlijn. Bijgevolg is de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij het standpunt gebleven om artikel 52, §4, tweede lid KB buiten beschouwing te laten wegens strijdigheid met het Unierecht. Door te stellen dat artikel 52, §4, tweede lid KB géén (foutieve) omzetting zou vormen van artikel Burgerschapsrichtlijn geeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen evenwel een zeer enge invulling aan de begrippen 'omzetting' en 'foutieve omzetting'. Artikel 52, §4, tweede lid KB was, samen met artikel 42, §1 Vreemdelingenwet, door de Belgische overheid immers wél degelijk bedoeld als omzetting van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn (zie ook RvV 17 januari 2020, arrest nr. 231.395). Zoals hierboven reeds geciteerd, luidt artikel 42, §1 Vreemdelingenwet als volgt: "Het recht op een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk wordt zo snel mogelijk en ten laatste zes maanden volgend op de datum van de aanvraag zoals bepaald in §4, tweede lid, erkend aan de burger van de Unie en zijn familieleden onder de voorwaarden en voor de duur door de Koning bepaald overeenkomstig de Europese verordeningen en richtlijn. [...] Het KB moest dus de voorwaarden bepalen voor de erkenning van het verblijfsrecht van het familielid van een Unieburger, in overeenstemming met de Burgerschapsrichtlijn. In dit KB, meer bepaald in artikel 52, §4, tweede lid wordt vervolgens bepaald: "Indien de Minister of zijn gemachtigde het verblijfsrecht toekent of als er geen enkele beslissing is genomen binnen de termijn bepaald bij artikel 42, van de wet, geeft de burgemeester of zijn gemachtigde aan de vreemdeling een "verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie" overeenkomstig het model van bijlage 9 af." Deze regeling moest er dus voor zorgen dat de maximale termijn voor erkenning van het verblijfsrecht van het familielid van een Unieburger, opgelegd door artikel 10 Burgerschapsrichtlijn en artikel 42 Vreemdelingenwet, gerespecteerd zou worden en gaf er dus mee uitvoering aan. Vervolgens wordt in het Diallo-arrest geoordeeld door het Hof van Justitie dat de Belgische regeling van de ambtshalve afgifte van verblijfskaarten na 6 maanden in strijd is met artikel 10 Burgerschapsrichtlijn. Artikel 52, §4, tweede lid KB vormt aldus een foutieve omzetting van dat artikel. Zelfs indien zou worden aangenomen dat artikel 52, §4, tweede lid KB géén (foutieve) omzetting zou zijn van artikel 10 Burgerschapsrichtlijn, is dit eigenlijk niet van belang. Volgens rechtspraak van het Hof van Justitie moet het volledige interne recht immers richtlijnconform geïnterpreteerd worden, dus ook het interne recht dat niet specifiek bedoeld is als omzetting van het Unierecht. Het principe van de richtlijnconforme interpretatie is echter niet absoluut. Richtlijnconforme interpretatie kan er immers nooit toe leiden dat aan een particulier verplichtingen tegengeworpen worden die voortkomen uit een niet of foutieve omzetting van een richtlijn. Naar analogie kan worden aangenomen dat aan een particulier geen rechten ontzegd kunnen worden wanneer die voortkomen uit een niet of foutieve

omzetting van een richtlijn, of wanneer die rechten, meer algemeen, niet richtlijnconform zijn. Dit is het geval voor artikel 52, §4, tweede lid KB, dat voorziet in het recht op een ambtshalve afgifte van een F-kaart wanneer Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing neemt en hiervan kennis geeft binnen de 6 maanden na de aanvraag. Het eerste middel is gegrond. Daarnaast is verzoeker van mening dat wij wel degelijk voldoet aan de voorwaarden op een verblijfsrecht te verkrijgen op grond van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet, zoals hieronder zal blijken. »

III. 2. Appréciation.

6. Aux termes de l'article 42, §1er, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980, « *Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier* ».

Cette disposition est également applicable aux étrangers visés à l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, en vertu de l'article 47/2 de la même loi, selon lequel « *Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les dispositions du chapitre I relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1* ».

Aux termes de l'article 52, § 4, alinéas 2 et 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « *Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu à l'article 42, de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger une "carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union" conforme au modèle figurant à l'annexe 9. [...] Si le ministre ou son délégué ne reconnaît pas le droit de séjour, cette décision est notifiée au membre de la famille par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20, comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire. Il est procédé au retrait de l'attestation d'immatriculation* ».

Aux termes de l'article 58 du même arrêté royal, « *A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ier relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande* ».

Enfin, si, dans l'arrêt Diallo, rendu le 27 juin 2018 (affaire C-246/17), la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a indiqué que l'article 10, § 1er, de la directive 2004/38/CE « *doit être interprété en ce sens que la décision relative à la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union doit être adoptée et notifiée dans le délai de six mois prévu à cette disposition* » (point 43), elle a également précisé que « *la directive 2004/38 doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, qui impose aux autorités nationales compétentes de délivrer d'office une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union à l'intéressé, lorsque le délai de six mois, visé à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38, est dépassé, sans constater, préalablement, que l'intéressé remplit effectivement les conditions pour séjourner dans l'État membre d'accueil conformément au droit de l'Union* » (point 56).

7. Au vu de cette interprétation du droit de l'Union par la CJUE, l'argumentation du requérant, selon laquelle la partie défenderesse ne pourrait se prévaloir de sa propre erreur dans la transposition d'une directive, ne peut être suivie. Le droit de l'Union primant sur le droit national, l'application d'une disposition réglementaire non conforme à ce droit, tel qu'interprété par la CJUE, doit être écartée, ainsi que prescrit par l'article 159 de la Constitution.

Contrairement à ce que prétend le requérant, seul l'article 52, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, doit être écarté, l'article 42, §1er, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980 ne prévoyant aucune sanction du dépassement du délai prévu. L'acte attaqué reste donc conforme à cette dernière disposition et ne relève pas d'une « application verticale » de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la Directive 2004/38/CE).

8. En l'espèce, la partie défenderesse a considéré que le requérant ne remplissait pas les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois, en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union. Cette motivation n'est pas utilement contestée par le requérant (point 3.2. et suivant). Partant, il n'a pas intérêt au moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 42, § 1er, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980. En effet, le requérant ne prétendant pas pouvoir produire d'autres éléments à l'appui de la

demande, en cas d'annulation de l'acte attaqué, la partie défenderesse prendrait un même refus de séjour, fondé sur des motifs identiques.

9. Par conséquent, le premier moyen n'est pas fondé.

IV. Deuxième moyen.

IV.1. Thèse du requérant.

10. Le requérant prend un deuxième moyen de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juin 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 47/1, §2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des principes de diligence, de motivation formelle et du droit de l'Union.

Il expose, après des considérations théoriques, que : « *In casu is de bestreden beslissing op een niet afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te steunen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen. De artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet vormen een omzetting van artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG (zie Memorie van toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, Parl.St. Kamer, 2013-14, doc. nr. 53-3239/001, 20-21). Artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG luidt als volgt: [...]. Aangezien de richtlijn 2004/38/EG uitdrukkelijk oplegt om in het nationaal recht bepalingen te voorzien die de binnenkomst en het verblijf van de genoemde 'andere' familieleden van een burger van de Unie vergemakkelijken en aangezien de Belgische wetgever hieraan is tegemoetgekomen door de invoering van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, valt niet in te zien hoe verwerende partij zijn nationale wet terzijde zou kunnen schuiven bij de beoordeling van de aanvraag als een ander familielid van een burger van de Unie. De motieven van de bestreden beslissing dienen dan ook te worden beoordeeld in het licht van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, die op de voorliggende rechtsverhouding van toepassing zijn. Artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet, zijnde de bepaling waarop de verzoeker zijn aanvraag steunt, luidt als volgt: [...]. Artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet stelt in dit verband als volgt: [...]. Uit de artikelen 47/1, 2° en 47/3, §2, van de vreemdelingenwet volgt dus dat het bevoegde bestuur slechts kan overwegen om een verblijfsrecht als "ander familielid" te verlenen indien de aanvrager één van de twee volgende situaties aantoont : dat hij in het land van herkomst ten laste is van de burger van de Unie die hij wil begeleiden of bij wie hij zich wil voegen ; ofwel dat hij voor zijn aankomst in België deel uitmaakte van het gezin van de burger van de Unie die hij wil begeleiden of bij wie hij zich wil voegen. Verwerende partij stelt in de bestreden beslissing dat verzoeker niet afdoende heeft aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet. Verzoeker kan hier echter niet mee akkoord gaan, daar hij weldegelijk de nodige bewijsstukken heeft voorgelegd en aangetoond heeft dat hij effectief aan de voorwaarden voldoet. Verzoeker is, zoals hierboven aangehaald, de broer van mevrouw [X.Y.] dewelke de Franse nationaliteit heeft. Uit de door verzoeker voorgelegde stukken blijkt immers dat hij deel uitmaakte van het gezin van de referentiepersoon in Frankrijk sinds 2017. Voor die datum woonde hij in Marokko, daarvan zijn geldverzendingen bijgebracht, alsook attesten van onvermogen. Ze verhuisden samen naar België. Verzoeker was aldus voorafgaand aan de inschrijving in België ten laste van de referentiepersoon. Bovendien kwam hij aan in Frankrijk en vestigde hij zich bij de referentiepersoon sinds 2017 en dit tot 2021. Ze kwamen samen vervolgens naar België. Verzoeker legde onder andere volgende belangrijke bewijsstukken voor : bewijzen noodzakelijke en structurele geldverzendingen m.b.t. de relevante periode 2015 t.e.m. 2021, meer specifiek (stukken 20-21) ; [...] bewijzen samenwoning in Frankrijk (stukken 14, 22 en 23) ; attest van tenlasteneming (stuk 5) ; certificaten van opleidingen in Frankrijk (stukken 11-13) ; attesten van geen inkomsten en geen beroepsbezigheid in zijn land van herkomst (stukken 15-19) ; loonfiches van de referentiepersoon (stukken 6 en 7). Het maakt een schending uit van het zorgvuldigheidsbeginsel dat bovenvermelde stukken niet als bewijskrachtig zijn aanvaard. De bestreden beslissing schendt vooreerst het Unierecht, in het bijzonder het recht van vrij verkeer van de referentiepersoon. De bepaling uit artikel 47 van de Vreemdelingenwet dient te worden uitgelegd en te worden toegepast op een wijze die verenigbaar is met het Unierecht. Lidstaten zijn er immers toe gehouden hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C-101-01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Orde des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28). Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dient de nationale rechter bijgevolg bij de*

toepassing van het nationale recht dit recht zoveel mogelijk uit te leggen in het licht van de bewoordingen en het doel van de betrokken richtlijn teneinde het daarmee beoogde resultaat te bereiken en aldus te voldoen aan artikel 288, 3e alinea van het VWEU. De verplichting tot richtlijnconforme uitlegging is namelijk inherent aan het systeem van het VWEU gezien het de nationale rechter in staat stelt om, binnen het kader van zijn bevoegdheden, de volle werking van het recht van de Unie te verzekeren bij de beslissing van de bij hem aanhangige geschillen (HvJ 5 oktober 2004, C-397/01-C-403/01, Pfeiffer e.a., Jurispr. I-8835, punt 114). HvJ 23 april 2009, C-378/07-C-380/07, Angelidaki e.a., Jurispr. I-3071, punt 197-198; HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Küçükdeveci, Jurispr. I-365, punt 48; HvJ 13 november 1990, C-106/89, Marleasing, punt 8). De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, 3e lid van het VEU bepaalde samenwerkingsplicht en loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan de bepalingen van het Unierecht heeft gegeven. Naast de vereiste dat verzoeker in het land van herkomst ofwel ten laste moet zijn van de burger van de Unie, ofwel deel moet uitmaken van het gezin van de Unieburger, heeft de Belgische wetgever in artikel 47/3, §2, Vreemdelingenwet tevens bepaald dat de aanvraag van het betrokken familielid erop moet zijn gericht om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen. Dit blijkt duidelijk uit de bepaling dat de andere familieleden, bedoeld in artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet moeten bewijzen dat zij ten laste zijn van of dat zij deel uitmaken van het gezin van de burger van de Unie “die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen”. De bepalingen van de artikelen 47/1, 2° en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moeten echter, zoals het Hof van Justitie heeft gesteld in het arrest Rahman, “verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord „vergemakkelijkt” en van de bewoordingen die betrekking hebben op afhankelijkheid als bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn en [zij mogen] die deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven”. De Belgische interne bepalingen moeten dus worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen (cf. conclusie van advocaat-generaal Y. BOT van 27 maart 2012 in de zaak C-83/11 voor het Hof, nrs. 36 en 37). De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een familielid van een burger van de Unie of aan een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie zou, zelfs indien deze persoon geen nauwe verwant is, immers ertoe kunnen leiden dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden die deel uitmaken van zijn gezin of te zijnen laste zijn. De in artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het ‘ander’ familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 2° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen. Op deze manier zijn de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2, van de vreemdelingenwet verenigbaar met de gebruikelijke betekenis van het woord “vergemakkelijkt” en van de bewoordingen die betrekking hebben op “afhankelijkheid”, zoals bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn, en beroven zij dit artikel 3, lid 2 ook niet van enig nuttig effect (RvV 30 maart 2020, arrest nr. 234 623). In dit aangehaalde arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen werd uiteindelijk beslist dat het vrij verkeer van de referentiepersoon (Nederlandse onderdaan) niet dreigde geschonden te worden door het niet-toekennen van het verblijfsrecht aan diens broer, omdat de referentiepersoon reeds sinds 13.12.2013 ononderbroken in België verbleef. In casu zijn de referentiepersoon en verzoeker voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging samen naar België verhuisd ! Uit voornoemde rechtspraak kan men dus in casu zeer duidelijk een schending van het vrij verkeer van de referentiepersoon afleiden, omdat zij zich - door de weigeringsbeslissing ten aanzien van verzoeker - niet kan laten vergezellen door haar broer in België. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond. Wat het ‘ten laste’ zijn betreft, heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen reeds geoordeeld dat deze voorwaarde uit artikel 47/1 en 47/3 Vreemdelingenwet moet worden geïnterpreteerd in het licht van hetgeen het Hof van Justitie heeft gesteld in de arresten Lebon, Jia en Reyes. Zo oordeelde de Raad in het arrest nr. 225 307 van 28 augustus 2019 het volgende : [...]. In de voorbereidende werken van de wet van 19 maart 2014 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die de artikelen 47/1 tot en met 47/3 in de Vreemdelingenwet heeft ingevoegd, wordt immers het volgende gesteld : [...]. Deze invulling van het begrip ‘ten laste’ werd specifiek voor descendenten van 21 jaar en ouder bevestigd in het arrest Reyes van het Hof van Justitie (HvJ 16 januari 2014, C423/12, Flore May Reyes t. Zweden), waarin overigens verwezen wordt naar het arrest Jia : [...]. Uit de voormelde arresten Jia en Reyes blijkt dat de hoedanigheid van het ‘ten laste’ komend familielid voortvloeit uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de Unieburger die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid en dit omdat hij/zij niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien (HvJ 9 januari 2007, C-1/05, “Jia”, punt 36). In casu heeft verzoeker, aan de hand van de bewijzen die hieronder zullen worden besproken, wel degelijk deze feitelijke situatie aangetoond, i.e. dat hij materieel wordt gesteund door de Unieburger omdat hij zelf niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien en aldus onvoldoende vermogend is in het land van herkomst. Verder heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen,

wat betreft het 'ten laste' zijn benadrukt dat er geen wettelijke bewijsregeling voorhanden is en het bewijs van het vervuld zijn van de voorwaarden dus vrij is. Deze vrije feitenvinding en appreciatie impliceren dat de bevoegde administratieve overheid discretionair oordeelt of de verzoekende partij het bewijs van de voorwaarden levert. Hierop oefent de Raad een marginale wettigheidstoetsing uit. De vereiste van het 'ten laste zijn' houdt in dat het bewijs dient te worden geleverd dat er reeds een afhankelijkheidsrelatie bestaat tussen de verzoekende partij en de referentiepersoon van in het land van herkomst of origine en dit tot op het moment van de aanvraag. (RvV 25 november 2020, nr. 244 772, dat naar analogie kan toegepast worden op huidige casus). Verzoeker was in Marokko reeds ten laste van het gezin van de referentiepersoon. Nadien in 2017-2021 maakte hij deel uit van het gezin van de referentiepersoon in Frankrijk toen verzoeker aldaar verbleef als student. Er zijn maar liefst 13 geldverzendingen voorgelegd in de periode onmiddellijk voorafgaand aan het vertrek van verzoeker uit Marokko en 4 geldverzendingen in 2021. Een totaal van maar liefst 17 geldverzendingen. In de periode voorafgaand aan de komst naar Frankrijk en België werd er dus regelmatig een bedrag overgemaakt aan verzoeker door de referentiepersoon. Wetende dat in Marokko het leefloon slechts 240 euro per maand bedraagt, kan men stellen dat financiële hulp ruimschoots voldoende was om te overleven en kan men dus stellen dat de referentiepersoon in het levensonderhoud van verzoeker voorzag. Het valt daarbij op dat deze bedragen zeer consequent werden overgemaakt. Het betrof namelijk steeds dezelfde maandelijkse geldsom van 300,00 EUR. Hetgeen aldus kan gezien worden als een vorm van inkomen dat verzoeker kreeg om in zijn levensonderhoud voor de komende maanden te voorzien. Over deze 13 geldverzendingen van 2015 en 2016 stelt verwerende partij kortweg dat deze geldovermakingen te oud zouden zijn voor de aanvraag begin 2022. (stuk 20) Doch wederom verliest verwerende partij uit het oog dat verzoeker sinds 2017 zich bij het gezin van de referentiepersoon heeft gevoegd. Het feit dat verzoeker was afgestudeerd in Marokko op 6.07.2015, op 24-jarige leeftijd, toont aan dat hij pas dan op zoek kon gaan naar een beroepsbezigheid. (stuk 10) Doch ondanks dit diploma heeft verzoeker nooit een job gevonden in Marokko. Dit verklaart ook waarom zijn zus, de referentiepersoon, startte met hem consequent geld te storten op 2.07.2015. (stuk 20) Verder stelt verwerende partij dat de 4 overschrijvingen in 2021 niet volstaan om aan verzoeker zijn basisbehoeften tegemoet te komen. In dit opzicht dient ook gewezen te worden op de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet : "De andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, 2°, moeten bewijzen dat zij ten laste zijn van de burger van de Unie die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen of dat zij deel uitmaken van zijn gezin. [...]" Noch deze bepaling, noch artikel 47/1, 2°, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet stelt bijgevolg enige tijds-, frequentie- en/of hoegroothedsvoorwaarde aan het ten laste zijn. Verwerende partij creëert bijgevolg een voorwaarde die niet bij wet wordt voorzien door te stellen dat de geldverzendingen niet zouden volstaan voor het jaar 2021 daar zij te beperkt zouden geweest zijn. Ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde reeds in gelijkaardige zin (RvV 28 augustus 2019, arrest nr. 225 307) : [...]. Deze geldverzendingen dienen dus aanvaard te worden als begin van bewijs en er dient opgemerkt te worden dat uit het geheel van de voorgelegde documenten (die hieronder verder zullen worden besproken) afdoende blijkt dat verzoeker op deze sommen aangewezen was om te voorzien in zijn levensonderhoud. Verzoeker heeft thans dus ook op afdoende wijze aangetoond dat hij in Marokko onvoldoende inkomsten en middelen had. Zo legt hij volgende stukken voor : attesten onvermogen – geen inkomsten/beroepsactiviteiten in het land van herkomst (stukken 15 t.e.m. 19) ; uit deze attesten blijkt onomstotelijk dat verzoeker geen inkomsten, noch een beroepsactiviteit of uitkeringen had. Al deze attesten zijn voorzien van een apostille en geen enkel is opgemaakt mits een verklaring op eer, zodat de bewijskracht vaststaat. Verwerende partij maakt geen enkele opmerking over het administratief attest m.b.t. de beroepsactiviteiten (stuk 15). Nochtans toont dit document aan dat verzoeker nooit enige inkomsten heeft verworven uit een beroepsactiviteit van zijn land van herkomst. Verwerende partij stelt kortweg dat de documenten m.b.t. de inkomsten van de jaren 2014, 2015, 2016 en 2017 niet aantonen dat verzoeker na 2017 ook geen inkomsten had. Doch hier verliest de verwerende partij uit het oog dat verzoeker zich in 2017 bij zijn zus in Frankrijk heeft gevoegd, reden waarom verzoeker tot 2017 documenten bijbrengt over zijn inkomsten in Marokko. Daarenboven zijn er ook geldstortingen vanwege de zus, zijnde de referentiepersoon, in de jaren voor 2018 toen verzoeker nog in Marokko verbleef. (stuk 20) Verwerende partij stelt dat deze geldovermakingen te oud zouden zijn voor de aanvraag in begin 2022, doch wederom verliest verwerende partij uit het oog dat verzoeker sinds 2017 zich bij het gezin van de referentiepersoon heeft gevoegd. (zie supra). Verzoeker heeft dus gedaan wat van hem verwacht werd: nl. het ten laste zijn in het verleden in het herkomstland bewezen op het moment van de aanvraag gezinshereniging. Ook Uw Raad oordeelde reeds in deze zin (RvV 18 januari 2022, nr. 266 907) : [...]. worden in rechte. Zij zijn tevens allen vergezeld van een apostille. Verzoeker toont verder aan dat hij was ingeschreven als student aan de universiteit te Lille voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022. (stukken 11 en 12) Verwerende partij stelt enkel dat het certificaat d.d. 2021-2022 niet in aanmerking kan genomen worden omdat verzoeker zich dan reeds op het Belgisch grondgebied bevond. Verder rept verwerende partij met geen woord over het certificaat d.d. 2020-2021. Nochtans tonen beide certificaten aan dat verzoeker toen als student aan de universiteit van Lille studeerde en zich reeds bij zijn zus, de referentiepersoon, had gevoegd. Wederom negeert verwerende partij een belangrijk document en schendt zij haar motiveringsplicht. Nochtans oordeelde uw Raad reeds dat een beslissing dewelke documenten negeert of niet beantwoord vernietigd wordt. (stuk 26) Verder meent verwerende partij dat verzoeker niet heeft aangetoond dat de referentiepersoon over voldoende financiële draagkracht beschikt. Dit omdat zij meent dat de referentiepersoon minstens een inkomen van 2.251,55 EUR

zou moeten hebben als verzoeker verblijfsrecht zou krijgen. Dit is alleszins veel te kort door de bocht. De referentiepersoon neemt verzoeker al jaren ten laste zonder enig probleem, verzoeker herhaalt dat er in casu werd bewezen dat er wel degelijk sprake was van een financiële ondersteuning in het verleden, en verwijst hierboven naar hetgeen hierboven werd gesteld m.b.t. de bewijzen van geldverzendings. Daarnaast hebben noch verzoeker, noch de referentiepersoon ooit beroep moeten doen op hulp van het OCMW. (stuk 25) Verzoeker heeft met andere woorden een effectieve financiële afhankelijkheid aangetoond, aan de hand van de talrijke geldverzendings. Tevens, gelet op het feit dat verzoeker in het land van herkomst geen inkomsten had (zie stukken supra), was verzoeker wel degelijk aangewezen op deze financiële steun van de referentiepersoon, om in zijn levensonderhoud te voorzien. Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoeker heeft aangetoond in het verleden ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. De voorgelegde geldverzendings tonen dit aan. Immers, voorafgaand aan verzoeker zijn inschrijving in België en dus voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging, werd er op meerdere ogenblikken geld overgemaakt aan verzoeker. Verzoeker heeft met andere woorden op alle vlakken en alle mogelijke manieren aangetoond dat hij, voorafgaand aan het vertrek uit Marokko onvermogen was en daarbij financieel afhankelijk van de referentiepersoon. Verwerende partij heeft aldus haar materiële motiveringsverplichting geschonden, alsook haar zorgvuldigheids- en redelijkheidsbeginsel, daar zij de huidige aanvraag met de huidige stukken op afdoende wijze had moeten onderzoeken. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond. Verzoeker maakte deel uit van het gezin van de referentiepersoon voorafgaand aan de inschrijving in België. Er werden bewijzen van samenwonen in Frankrijk voorgelegd waarbij verzoeker deel uitmaakte van het gezin van de referentiepersoon en dus met haar een gezinzel vormde. Dit blijkt uit het attest van tenlasteneming vanwege de referentiepersoon (stuk 5) alsook uit het certificaat van huisvesting (stuk 14). Verwerende partij meent dat deze stukken niet in aanmerkingen zouden kunnen genomen worden omdat zij een louter declaratief karakter hebben en niet in rekening kunnen worden gebracht met andere documenten. Nochtans tonen deze documenten wel degelijk aan dat de zus van verzoeker hem ten laste neemt én dat verzoeker sinds 2017 bij zijn zus verblijft. Verwerende partij verliest wederom enkele stukken uit het oog dewelke in combinatie dienen te worden gelezen. Zo brengt verzoeker tevens 2 medische stukken bij waarop het adres van zijn zus, de referentiepersoon, vermeld staat. (stukken 22 en 23) Dit is hetzelfde adres dat ook op het certificaat van huisvesting staat (stuk 14). Ook hierover rept verwerende partij geen woord. De bewijsvoering is vrij en een legaal verblijf is niet vereist (arrest Metock, HvJ, 25 juli 2008, C-127/08, Blaise Baheten Metock e.a. t. Minister for Justice, Equality and Law). Door in de bestreden beslissing te poneren dat de bewijzen van verzoeker geen officieel karakter hebben is het arrest Metock geschonden. »

IV. 2. Appréciation.

11. Sur le deuxième moyen, le requérant invoque la violation du « droit de l'Union », en particulier le droit à la libre circulation du regroupant, et plus particulièrement encore, l'article 3, § 2, de la Directive 2004/38/CE. Cette disposition, invoquée par le requérant dans le cadre des développements de son moyen, a été transposée en droit interne par la loi du 19 mars 2014 modifiant la loi du 15 décembre 1980, qui a notamment inséré les articles 47/1, 47/2 et 47/3 dans la loi du 15 décembre 1980.

Toutefois, la partie requérante ne soutient nullement que la transposition de l'article 3 de la Directive 2004/38/CE dans le droit interne serait incorrecte ou aurait été effectuée de manière non conforme à ladite directive. Dès lors, son invocation directe ne peut être admise (dans le même sens : C.E., arrêt n°117.877 du 2 avril 2003).

12. Sur le reste du deuxième moyen, aux termes de l'article 47/1, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : [...] 2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ; [...] ».

L'article 47/3, § 2, de la même loi, prévoit quant à lui que « Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage. Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié ».

Enfin, l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce

sujet. Il souligne, sur ce point, que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n°147.344).

13. En l'espèce, l'acte attaqué est fondé sur le constat que « *l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union* ». Cette conclusion est fondée sur le double motif que : d'une part « *l'intéressé n'a pas démontré qu'il était à charge du membre de famille rejoint dans son pays d'origine ou de provenance* » et d'autre part que « *la personne concernée n'a pas établi que la personne qui lui ouvre le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante* ».

Le deuxième motif relatif à la capacité financière suffisante du regroupant n'est pas utilement contesté, en telle sorte qu'il doit être considéré comme établi. En effet, le simple fait pour le requérant d'affirmer que : « *Dit omdat zij meent dat de referentiepersoon minstens een inkomen van 2.251,55 EUR zou moeten hebben als verzoeker verblijfsrecht zou krijgen. Dit is alleszins veel te kort door de bocht. De referentiepersoon neemt verzoeker al jaren ten laste zonder enig probleem, verzoeker herhaalt dat er in casu werd bewezen dat er wel degelijk sprake was van een financiële ondersteuning in het verleden, en verwijst hierboven naar hetgeen hierboven werd gesteld m.b.t. de bewijzen van geldverzekeringen. Daarnaast hebben noch verzoeker, noch de referentiepersoon ooit beroep moeten doen op hulp van het OCMW* » ; n'est pas suffisant pour contester l'exactitude, l'admissibilité ou la pertinence de cette deuxième constatation sur lequel repose l'acte attaqué et ne soutient pas davantage qu'elle ne se vérifie pas dans le dossier administratif. Le requérant confondant la condition des ressources suffisantes du regroupant avec son statut de personne à charge en tant que regroupé.

Dès lors, ledit motif constitue à lui seul un fondement suffisant pour justifier l'acte attaqué.

Ce motif suffisant à fonder la décision contestée, il n'est pas utile de se prononcer sur la légalité du motif pris de l'absence de la qualité de personne à charge dans le chef du requérant, qui, à supposer même qu'il ne soit pas fondé, ne pourrait suffire à justifier l'annulation de celle-ci. En effet, selon la théorie de la pluralité des motifs, le Conseil ne doit pas annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l'un ou certains seulement sont établis (légaux) lorsqu'il apparaît que l'administration aurait pris la même décision si elle n'avait retenu que le ou les motifs établis (légaux) ; qui plus est lorsque ledit motif est non critiqué par le requérant. Dès lors, il n'y a pas lieu d'examiner l'argumentaire développé par le requérant relatif à cedit motif de l'acte attaqué.

14. Par conséquent, le deuxième moyen n'est pas fondé.

V. Troisième moyen.

V. 1. Thèse du requérant.

15. Le requérant prend un troisième moyen de la violation du principe de motivation formelle, du principe de diligence, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juin 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 7, 39/79, 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 lus à la lumière de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, de l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de l'article 27 de la directive 2004/38/CE.

Il expose que : « *Zoals hierboven uiteengezet moeten administratieve beslissingen, overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen en artikel 62 van de Vreemdelingenwet, zowel in feite als in rechte uitdrukkelijk worden gemotiveerd en dit op een afdoende wijze. Verzoeker herhaalt hieromtrent het volgende : Er moet worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen. Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat: 1) De administratieve beslissing uitdrukkelijk dient te worden gemotiveerd ; 2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden, zowel de feitelijke als de juridische gronden dienen te worden vermeld ; 3) De motivering afdoende dient te zijn. De administratieve beslissing is slechts afdoende gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende*

motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. In casu is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoelen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De motivering van de bestreden beslissing is niet op een afdoende wijze genomen, zoals vereist wordt door de Wet formele motivering bestuurshandelingen, daar de werkelijke feitelijke en juridische gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken. De bestreden beslissing is niet gemotiveerd rekening houdende met de voorgebrachte stukken en bevat geen correcte redenen waarom de beslissing tot weigering van verblijf en het bevel om het grondgebied te verlaten ten aanzien van verzoeker werden genomen. Verwerende partij heeft haar beslissing hieromtrent niet correct gemotiveerd en heeft op geen enkel moment een voldoende belangenafweging gemaakt die de beslissing zou kunnen verantwoorden. Verwerende partij is nochtans op de hoogte van de familiale situatie van verzoeker. Verwerende partij heeft desondanks geen afdoende poging ondernomen om rekening te houden met het familie- en gezinsleven van verzoeker. In het kader van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet diende verwerende partij dan ook een uitgebreid onderzoek te doen. [...] In de bestreden beslissing wordt het familiaal leven van verzoeker niet op een afdoende wijze onderzocht en besproken. Hieruit blijkt dan ook dat verwerende partij geen afdoende toetsing heeft gemaakt aan artikel 8 EVRM. Gezien het ontbreken van de motivering omtrent de aangehaalde en voorgebrachte stukken is de motiveringsplicht duidelijk geschonden. De bestreden beslissing is dan ook onjuist. Bijgevolg zijn de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen, artikel 62 en 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM geschonden. Het middel is bijgevolg ernstig en gegrond. [...] Dit betekent dat een inmenging slechts gerechtvaardigd is en geen inbreuk maakt op artikel 8, 1e lid EVRM, voor zover dit bij wet is voorzien en in het belang is van een aantal opgesomde oogmerken die nodig zijn in een democratische samenleving. In casu is evenwel niet voldaan aan de voorwaarden van artikel 8, 2e lid EVRM. Het recht op eerbied van het privéleven en het familie- en gezinsleven is fundamenteel. Het kan slechts worden aangetast met het oog op één van de – op beperkende wijze – opgesomde doeleinden in het EVRM. Elke aantasting van dit recht doet dan ook een vermoeden van ernstig nadeel rijzen (RvS 8 juli 1999, arrest nr. 81.725, A.P.M. 1999, 128). De bedoeling van de bestreden beslissing ligt hierin om verzoeker de erkenning van om het even welk verblijfsrecht te weigeren en hem onmiddellijk uit te wijzen uit België. Dit vormt een ongeoorloofde inmenging in zijn privé leven en familie- en gezinsleven, die niet verenigbaar is met artikel 8, 2e lid van het EVRM. Verzoeker toonde enerzijds nochtans aan dat hij al jaren financieel gesteund wordt door referentiepersoon; dat hij er inmiddels al sinds 2017 een gezin mee vormt; én dat hij in Marokko onvermogen is. Bij terugkeer zou hij dus gedwongen worden om terug te keren naar een situatie van onvermogenheid. De handhaving van de bestreden beslissing zou dan ook een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel teweegbrengen gezien het ertoe zou leiden dat verzoeker gescheiden dient te leven van de referentiepersoon (onmiddellijk!), en dit zou bijgevolg onevenredige schade toebrengen aan zijn familieleven én privéleven (RvS 16 maart 1999, arrest nr. 79.295, A.P.M. 1999, 64 – Rev. dr. étr. 1999, 258, noot). Het middel is dan ook gegrond. »

V. 2. Appréciation.

16. Sur le troisième moyen dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, l'acte attaqué est motivé par le constat selon lequel « en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 24.01.2022 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ». Ce motif se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas utilement contesté par le requérant, en sorte qu'il doit être tenu pour établi.

Le requérant allègue cependant que l'acte querellé ne contient aucune motivation relative aux critères fixés à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, notamment en ce qui concerne sa vie familiale.

17. A cet égard, le Conseil rappelle que, suivant l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, « *Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné* ».

Il rappelle également que, suivant l'article 2 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs (« loi du 29 juillet 1991 »), ceux-ci « *doivent faire l'objet d'une motivation formelle* ». Aussi, suivant l'article 3 de la même loi, « *la motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision* » et « *elle doit être adéquate* ».

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt n° 253.942 du 9 juin 2022, à l'enseignement duquel le Conseil se rallie, a jugé que « [...] *l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, n'implique pas seulement le constat par l'autorité administrative d'une situation, en l'occurrence, le fait que le requérant "demeure dans le Royaume au-delà du délai autorisé par le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa apposée sur son passeport ou sur le titre de séjour en tenant lieu", pour en tirer des conséquences de droit. L'autorité doit également veiller lors de la prise d'un tel acte à respecter les droits fondamentaux de la personne concernée, comme le prescrit l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980. L'obligation de motivation formelle d'un acte administratif requiert d'exposer les motifs de fait et de droit qui le fondent. Dès lors que l'autorité doit notamment avoir égard, lors de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux de l'étranger, il lui appartient donc d'expliquer comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 précité en tenant compte notamment de la vie familiale de la personne concernée. [...]. Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre [...] cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique [...] eu égard à la portée qu'a cette mesure* ».

18. En l'espèce, il ne ressort premièrement pas de la note interne du 7 juillet 2022, contenue dans le dossier administratif, que la partie défenderesse a tenu compte des éléments relatifs à l'intérêt supérieur de l'enfant, la vie familiale et l'état de santé du requérant, ainsi que le prescrit l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980. En effet, si les éléments sont bel et bien listés dans ledit document, aucun commentaire ou observation n'est indiqué à leur propos. Deuxièmement et plus fondamentalement, il apparaît que l'acte attaqué ne contient, concernant son volet « ordre de quitter le territoire », aucune motivation spécifique en ce qui concerne les éléments visés par l'article 74/13, précité.

N'ayant pas exposé, dans l'acte litigieux, le respect des exigences imposées par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, en tenant compte notamment des éléments de vie familiale, dont elle avait connaissance lors de la prise de l'acte attaqué, la partie défenderesse a méconnu son obligation de motivation formelle, telle que visée aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991.

19. Le troisième moyen est dès lors fondé en ce qu'il est pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991. Ce constat suffit à entraîner l'annulation de l'acte attaqué en son volet « ordre de quitter le territoire ».

VI. Débats succincts.

20. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

21. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

VII. Dépens.

22. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

L'ordre de quitter le territoire, pris le 25 juillet 2022, est annulé.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet, en ce qu'elle vise l'ordre de quitter le territoire.

Article 3.

La requête est rejetée pour le surplus.

Article 4.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier décembre deux mille vingt-deux par :

M. M. OSWALD, premier président,

Mme A. KESTEMONT, greffière.

La greffière, Le président,

A. KESTEMONT

M. OSWALD